

Le Royaume-Uni veut mettre fin à ses rejets d'eaux usées dans la mer d'ici à 2050

Quinze mille conduites britanniques se déversent dans la mer, rejetant de grandes quantités d'eaux usées. Plusieurs plages du Royaume-Uni ont été interdites à la baignade en raison du risque sanitaire, et des élus français ont alerté sur la pollution induite.

Le Monde avec AFP •

Publié le 27 août 2022 à 15h53 - Mis à jour le 27 août 2022 à 15h53 - Lecture 1 min.



Des manifestants contre les rejets d'eaux usées non traitées sur la plage de St Leonards, au Royaume-Uni, le vendredi 26 août 2022. GARETH FULLER / AP

Le gouvernement britannique veut réduire à zéro les rejets en mer d'eaux usées non traitées d'ici à 2050, a annoncé le ministre de l'environnement samedi 27 août. Il s'agit de « révolutionner nos réseaux d'égouts », a souligné George Eustice, interrogé par la radio BBC 4.

Le ministre a assuré que le gouvernement britannique actuel – qui n'a plus que quelques jours d'existence devant lui avant la désignation d'un successeur à Boris Johnson à la tête du parti conservateur – était « le premier à s'attaquer sérieusement à ce dossier ». « La raison pour laquelle cette décision a été repoussée par des gouvernements successifs, aussi bien travaillistes que conservateurs, pendant des décennies, est que l'on a voulu que les factures d'eau restent basses, et on peut le comprendre », a plaidé M. Eustice.

Lire aussi : [Au Royaume-Uni, des plages polluées par les eaux usées](#)

Investissements colossaux nécessaires

Les compagnies de distribution des eaux devront investir 56 milliards de livres (66 milliards d'euros) pour rénover les systèmes d'égouts, selon un plan gouvernemental présenté vendredi. Il leur faudra avoir rénové les conduites se déversant à proximité de zones désignées de baignade d'ici à 2035, et au plus tard en 2050 pour les autres. Le coût supplémentaire pour les consommateurs d'ici à 2030 sera d'environ 12 livres (14 euros) par an et par foyer, et de 42 livres (49,50 euros) à l'horizon 2050.

George Eustice a rappelé que les 15 000 conduites d'eaux usées se déversant aujourd'hui dans la mer constituaient « *un héritage de l'infrastructure victorienne* » du XIX^e siècle. Des eaux usées non traitées peuvent ainsi être déversées en grande quantité ; particulièrement lorsque les systèmes d'évacuation sont saturés par de violentes pluies, comme cela s'est produit la semaine dernière. En pleine saison d'été, de nombreuses plages du Royaume-Uni ont ainsi été interdites à la baignade en raison du risque sanitaire. L'opposition libérale démocrate a qualifié le plan du gouvernement de « *cruelle plaisanterie* » et estimé qu'il y aurait toujours 325 000 déversements d'eaux usées par an en 2030, dans la mer, dans des lacs ou des cours d'eau.

Vendredi, le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, avait alerté le gouvernement français sur ces rejets d'eaux usées, évoquant une « *catastrophe écologique* » qui s'aggrave selon lui depuis le Brexit. La Commission européenne avait aussi affirmé, jeudi, qu'elle répondrait bientôt aux plaintes émises par des députés européens sur le sujet.

Le Monde avec AFP